



Télécharger sous pdf | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 189 - Avril 2013

NOTRE OPINION

- **L'accaparement de terres et l'importance des mots**

LES TENTACULES DE L'ACCAPAREMENT DE TERRES

- **Territorialité vs accaparement de terres**

Dans la résistance à l'accaparement, la territorialité devient un drapeau.

LA MONOCULTURE D'ARBRES

- **Ouganda : la promotion des plantations, une disgrâce pour l'humanité et pour l'environnement**

Des projets de plantation d'arbres dans les districts de Kalangala et de Kyankwanzi déplacent les communautés indigènes et perturbent leur vie.

- **L'accaparement de terres pour le palmier à huile aux Philippines**

En quatre ans, les plantations de palmier à huile se sont élargies de 160 %, ce qui a désavantagé et marginalisé les communautés indigènes et contribué à une perte massive de biodiversité

LA CERTIFICATION

- **FSC : l'accaparement certifié**

La certification des plantations industrielles d'arbres permet de légitimer la monoculture à grande échelle qui, à son tour, implique l'accaparement de terres.

LE PETROLE

- **L'accaparement de terres en quête de pétrole : la dure réalité du forage de pétrole dans le Delta du Niger**

Les Ogoni du Delta du Niger ont vu disparaître leurs territoires, leurs terres traditionnelles, leurs mangroves fertiles et leurs systèmes fluviaux à cause des activités des entreprises pétrolières qui dévastent la région depuis des décennies.

REDD

- **Brésil : une lettre publique provenant d'Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie**

Une lettre ouverte montre que l'image « verte » dont bénéficie l'Acre dans le monde, celle d'un

exemple avancé de durabilité et de la manière d'implanter REDD+ dans des zones de forêt tropicale – en se basant même sur l'image et sur les idéaux de Chico Mendes – ne coïncide pas avec la réalité, au contraire.

- **Le non-respect du droit à être consulté ouvre la voie à davantage d'accaparement de terres au nom de REDD**

Au Panama, les projets REDD ne garantissent pas la participation pleine et effective des peuples indigènes, tandis qu'au Honduras les communautés indigènes craignent que REDD+ « n'aboutisse au pillage des territoires des peuples indigènes ».

BRICS

- **BRICS, développement et accaparement de terres**

Le groupe BRICS vient de faire une proposition qui favorise les programmes néolibéraux et encourage l'accaparement de terres.

LA BANQUE MONDIALE

- **La Banque mondiale et l'accaparement de terres**

Dans un contexte mondial de privatisation croissante et de concentration de la richesse, les programmes de la Banque mondiale ont fait perdre leurs terres à de nombreuses communautés vulnérables, en favorisant dans certains cas la propriété privée et individuelle, au détriment des revendications territoriales collectives.

LES ARBRES GM

- **Les plantations d'eucalyptus génétiquement modifiés menacent les communautés et les forêts du monde entier**

La montée en flèche de la demande de « bioénergie » provoque déjà partout un accaparement massif de terres, et les communautés en sont expulsées pour faire de la place aux plantations industrielles de palmier à huile et d'autres végétaux. Avec l'arrivée des plantations d'eucalyptus GM pour la production d'énergie à base de bois, cet accaparement ne pourra que s'intensifier, menaçant quelques-unes des dernières forêts qui restent et les communautés qui en dépendent.

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- **Lancement d'un réseau contre REDD en Afrique lors du Forum social mondial**
- **Amazonie : offensive militaire dans le territoire du peuple Munduruku pour la construction d'un complexe hydroélectrique**
- **La transformation des centrales à charbon pour qu'elles brûlent de la biomasse ne fait que remplacer un désastre par un autre**
- **Les plantations de palmier et de canne à sucre « accaparent » un fleuve au Guatemala**
- **La résistance à l'industrie minière se heurte à la répression et à la mort au Guatemala**

RECOMMANDATIONS

- **“‘Quick-fix’ development gives away more than it gets back”**
- **“Special Focus: REDD+”**
- **“EJOLT Environmental Justice Project updates”**

- **“La concentration foncière, l'accaparement de terres et les luttes des peuples en Europe”**

[index](#)

NOTRE OPINION

- L'accaparement de terres et l'importance des mots

Pour certains peuples indigènes, les paroles sont sacrées et doivent être utilisées avec soin. En revanche, dans le monde numérisé, accéléré et mondialisé, les paroles n'ont rien de sacré ; n'importe quel type de mot est utilisé, généralement sans avoir conscience du sens de ce qu'on vient de prononcer ou de taper. Il arrive, souvent sans le vouloir, que l'on finisse par renforcer les idées et les valeurs impliquées dans les mots dont nous nous servons.

D'autre part, ceux qui préconisent la mondialisation économique, comme par exemple les grandes entreprises qui aspirent à une croissance illimitée et qui nous ont causés tant de problèmes graves, pensent très bien aux noms qu'ils donnent aux choses.

Pour ces entreprises, le sol sur lequel nous marchons tous les jours, qu'elles appellent terre ou propriété, est quelque chose qui sert surtout à produire ou à rendre des bénéfices ; c'est l'endroit où elles peuvent trouver des « ressources naturelles » comme les minéraux, le pétrole, l'eau, etc., qui sont à notre disposition pour que nous les exploitions.

Cependant, lorsque les peuples de différents endroits parlent de territoire ils l'appellent leur foyer, un endroit qui protège, qui leur donne la sécurité de pouvoir produire des aliments, des médicaments et des ustensiles, d'assurer leur vie spirituelle. Tandis que la terre est de plus en plus individualisée, privatisée et mercantilisée, le territoire ne se vend pas parce que c'est un espace collectif, pour toutes et pour tous.

Le désir d'accroître les recettes dérivées de la terre et des propriétés fait que tout soit permis dans l'économie mondialisée. On accapare des terres, surtout dans les pays du Sud, pour maximiser les bénéfices. Les forêts ne sont qu'un ensemble d'arbres, d'après la FAO, et ces arbres sont plantés de préférence sur de grandes étendues, en régime de monoculture ; ils sont génétiquement manipulés pour créer des « super-arbres » dont une caractéristique est modifiée pour qu'elle domine les autres, sans se soucier des conséquences collatérales encore inconnues.

Pour l'économie mondialisée, les peuples n'existent pas dans leur diversité. Ce qui existe, ce sont des consommateurs pareils entre eux et, en même temps, une main-d'œuvre sous-traitée et bon marché. Pour cette économie, il n'existe pas de cultures et d'identités diverses, il n'y a que des marchés dont l'objectif est de croître et de créer d'autres marchés et possibilités de gain.

Pour cette économie, énergie veut dire électricité, et ne sont pas prises en compte d'autres formes et significations de l'énergie pour les populations traditionnelles qui, probablement, sont bien mieux préparées et aptes à faire face à notre avenir incertain. L'économie mondialisée cherche à centraliser et à accaparer non seulement les terres mais aussi la vision de l'énergie, avec des multinationales puissantes et en privilégiant une matrice énergétique basée sur une poignée d'options, choisie essentiellement en fonction de la possibilité de bénéfices, qui utilise,

par exemple, du pétrole, et sans se soucier, là non plus, des conséquences.

L'économie mondialisée ne parle pas de la nature, de ses mystères, ni de son importance pour le mode de vie que des millions de personnes ont construit avec elle et en considérant qu'elles en font partie. En revanche, l'économie mondialisée parle de « services environnementaux » qu'il faut préserver pour qu'ils servent de « droits » de continuer à polluer ailleurs. Ils peuvent même être négociés sur le marché financier, sous prétexte que l'être humain est destructeur. Le fait de mettre un prix à la nature a des répercussions sur les populations, qui subissent des restrictions là où la vente de ces « services » est mise en place ; ces populations sont, en quelque sorte, « punies » d'avoir conservé la nature.

La lutte contre l'accaparement de terres et contre les autres maux de l'économie mondialisée est une lutte contre l'imposition subtile de nouveaux mots et concepts qui favorisent l'adoption de nouvelles habitudes, idées et valeurs. C'est pourquoi il est important non seulement de freiner l'accaparement de terres et ses nombreux tentacules – le thème du présent bulletin – mais de freiner aussi le processus d'accaparement et de domination des mots imposés par l'économie mondialisée, qui laisse de côté des valeurs et des idéaux importants, construits par les peuples du monde le long de nombreuses années mais que l'on est en train de détruire rapidement.

Le peuple lutte comme il peut, il résiste parce qu'il veut vivre en liberté, non seulement dans son territoire et avec la nature mais aussi avec ses propres mots pour désigner tout ce qui donne un sens à la vie.

[index](#)

LES TENTACULES DE L'ACCAPAREMENT DE TERRES

- Territorialité vs accaparement de terres

Selon plusieurs dictionnaires, l'accaparement désigne l'accumulation d'un bien en quantité supérieure à ce qu'il faut pour satisfaire les besoins ordinaires, au détriment des autres, dans un but lucratif ou par désir de possession.

L'accaparement de terres a eu lieu tout au long de l'histoire, pratiqué par des acteurs puissants : des pharaons d'Égypte aux transnationales actuelles de l'agro-industrie, en passant par les aristocrates avec du pouvoir politique de la Grèce ancienne, par les familles avec rang sénatorial de l'Empire romain, par les seigneurs féodaux d'Europe, de Chine, du Japon, d'Inde, par l'Église catholique, par les colonisateurs de l'Amérique et de l'Afrique, et par bien d'autres. Dans tous les cas, à un moment donné ce processus d'appropriation a été violent et s'est fait en dépit du sens communautaire et identificateur que la terre et le territoire ont pour les communautés et pour les peuples ; dans le cas des peuples indigènes, le territoire est défini comme « le sacré ».

Nous avons déjà traité du thème de l'accaparement dans nos bulletins et, dans le numéro 177, nous avons parlé non seulement de l'accaparement de terres mais de celui de l'eau et de l'air, que nous avons dénommé « accaparement de la planète ». Nous disions que, dans le processus actuel d'accaparement de terres, les principaux acteurs proviennent du monde des finances. La planète se transforme de plus en plus en un grand marché où l'on peut investir et spéculer. Tout ce qu'offre la nature, que ce soit tangible ou intangible, devient un actif commercial ; les investissements se déplacent rapidement d'une région à l'autre pour mettre en œuvre de grands

projets de plantation (d'arbres, de légumineuses, de céréales) pour l'exportation, des projets miniers, touristiques, hydroélectriques, etc. De façon générale, ces activités ont lieu dans des pays du Sud, à un rythme de plus en plus rapide et avec des dimensions de plus en plus grandes.

GRAIN décrit bien le processus d'accaparement de terres [1] : il peut se produire autant par la location que par la concession ou par l'achat direct et, dans le cas des terres agricoles, il a impliqué un approfondissement de la « financiarisation » de l'agriculture, qui permet à de puissants acteurs économiques et financiers d'accroître leur contrôle des ressources naturelles, en déplaçant et en détruisant le paysannat et d'autres populations rurales. GRAIN donne des chiffres – de la Banque Mondiale – sur l'accaparement de terres pour la production d'aliments pour l'exportation : 56 millions d'hectares ont été loués ou vendus en 2008–2009 ; de son côté, le projet Land Matrix donne un chiffre de 227 millions jusqu'à 2012.

Dans cette spirale d'accaparement, les fonds financiers (fonds de pension, fonds souverain ou appartenant à l'état, fonds de capitaux privés, fonds de couverture) jouent un rôle de plus en plus important. D'après GRAIN, sur les près de 100 000 millions de dollars que les fonds de pension investissent en marchandises d'exportation, entre 5 000 et 15 000 millions sont affectés à l'achat de terres arables, et ces chiffres vont doubler d'ici 2015 [2]. De leur côté, plusieurs États jouent gros jeu en appuyant et en encourageant les affaires et, comme dans d'autres cas, dans ce nouveau tour de manivelle les organismes multilatéraux jouent le rôle de leviers pour faciliter les contrats [voir l'article sur la BM du présent bulletin].

Face à cet assaut du capital qui laisse dehors les plus déshérités, les communautés locales, les groupes les plus vulnérables, qui vide de sens les concepts porteurs de contenu et d'identité, se dresse le concept de territoire, porteur de valeurs supérieures à celles du marché et d'une dimension plus profonde, diverse et colorée de la vie humaine et sociale. C'est dans le même ordre d'idées qu'on parle de « territorialité ». Jean Robert, dans son article "Guerra a la subsistencia. Crisis económica y territorialidad" [3], donne à ce mot un sens qui va au-delà de la revendication classique de la terre pour embrasser « un territoire avec son eau, ses forêts ou ses buissons, avec ses horizons, sa perception du « nôtre » et du 'reste', c'est-à-dire de ses limites, mais aussi avec les traces de ses morts, avec ses traditions et son sens de ce qu'est une bonne vie, avec ses fêtes, sa manière de parler, ses langues ou ses tournures, et même avec sa façon de marcher. Sa cosmovision ».

La progression de l'appropriation impose ses propres règles et dénie tout droit à ceux qui peuvent raconter les histoires de leurs territoires pour prouver qu'ils en sont les propriétaires authentiques. « Si cette terre est à toi, où sont tes histoires ? » a dit un membre du peuple indigène Gits'kan de la Colombie britannique, Canada, à un représentant du gouvernement lors du long procès entamé par ce peuple pour obtenir la démarcation de leurs territoires. Ceux qui accaparent des terres n'ont aucune histoire à raconter sur elles mais, en plus, ils les dévastent. C'est le négoce pur et dur, où les plus puissants sont ceux qui gagnent et les plus vulnérables sont toujours perdants.

Comme nous l'avons dit, l'accaparement revêt des formes diverses ; l'occupation de vastes étendues par l'agro-industrie est le phénomène le plus visible de ces dernières années, mais on continue aussi de détruire d'énormes surfaces pour chercher ou exploiter le pétrole ou pour creuser de grandes mines à ciel ouvert ; on inonde des écosystèmes par la construction de grands barrages, on détruit des mangroves pour faire des fermes crevettières, on crée des « déserts verts » en plantant des arbres en régime de monoculture.

Mais l'accaparement ne se fait pas seulement par la destruction. Il existe une forme d'appropriation plus subtile et perverse, que l'on présente déguisée en moyen de conservation : les projets REDD sont, eux aussi, une forme d'accaparement des territoires, dans la mesure où ils dépouillent les communautés de leur habitat, de leurs moyens d'existence et, à la longue, de leur identité.

Dans la résistance à l'accaparement, la territorialité des peuples devient un drapeau et cette résistance devient une lutte contre le matérialisme décharné qui s'accompagne souvent de violence et de dépouillement, une lutte de contenus et de significations, en défense de ce qui est collectif et en quête de solidarité.

Article basé sur :

[1] "El acaparamiento de la tierra agraria: otra amenaza para la soberanía alimentaria", GRAIN, <http://revistasoberaniaalimentaria.wordpress.com/2011/01/29/el-acaparamiento-de-la-tierra-agraria-otra-amenaza-para-la-soberania-alimentaria/>.

[2] Pension Funds: Key Players in the Global Farmland Grab, GRAIN, juin 2011, <http://www.grain.org/es/article/entries/4289-fondos-de-pensiones-actores-claves-en-el-acaparamiento-mundial-de-tierras-agricolas>.

[3] Guerra a la subsistencia. Crisis económica y territorialidad, Jean Robert, Fobomade, <http://www.fobomade.org.bo/art-2010>.

[index](#)

LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Ouganda : la promotion des plantations, une disgrâce pour l'humanité et pour l'environnement

L'Ouganda, comme n'importe quel autre pays africain, est en train de promouvoir les plantations sous prétexte de créer des revenus et d'autres avantages pour les Ougandais, et détruisant au passage de nombreuses ressources naturelles comme les forêts, les zones humides et pentes des montagnes. Au cours des dix dernières années, des milliers d'hectares de forêts ont été détruites et remplacées par des plantations industrielles.

D'autre part, l'Ouganda s'est engagé à protéger les forêts et à réduire la déforestation en participant au système REDD+, comme d'autres pays africains. Après que sa proposition de préparation à REDD (R-PP) a été approuvée lors de la 9e réunion du Comité des participants (PC) au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale, sur la base de la situation des forêts ougandaises et des bénéfices qu'elles apportent aux communautés qui en dépendent et aux propriétaires de forêts, l'Ouganda recevra 3,4 millions USD pour préparer une stratégie REDD+, un scénario de référence et un système de mesure, de notification et de vérification (MRV). Or, cet engagement est démenti par l'expansion des plantations en régime de monoculture qui a lieu en ce moment dans le pays. À titre d'exemple, en août 2011 le gouvernement a décidé d'utiliser la pénurie de sucre comme prétexte pour proposer d'accorder 7 000 hectares de forêt à MEHTA, propriétaire de la Sugar Corporation of Uganda (SCOUL), pour qu'elle élargisse ses plantations de canne à sucre. Les médias, les leaders locaux et les organisations de la société civile s'y sont opposés ; la communauté internationale en a été

informée et elle a amplifié les voix des Ougandais, de sorte que le gouvernement s'est vu obligé à annuler la cession de la forêt.

Un pays comme l'Ouganda, qui a signé plusieurs conventions comme la CDB et Ramsar (sur les zones humides), n'aurait pas dû penser à sacrifier la forêt pour obtenir à court terme un profit économique réduit, aux dépens de l'environnement et de la population, sans une évaluation appropriée des fonctions vitales de la forêt et sans connaître les diverses causes profondes qui mènent à l'échec les industries de traitement du sucre. Il convient de signaler que les machines utilisées pour extraire le sucre de la canne sont démodées : elles datent des années 1960, ce qui veut dire que leur efficacité a diminué. Autrement dit, la production de sucre pourrait augmenter en améliorant la technologie, au lieu de transformer davantage de terres boisées en terres arables pour faire davantage de plantations en régime de monoculture. En plus, les projets comme celui-ci encouragent la déforestation et la dégradation des forêts, alors que l'Ouganda s'est engagé à les freiner.

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement ougandais est en train d'encourager la plantation de palmiers à huile au Kalangala, avec le soutien d'institutions financières internationales comme l'IFAD et la Banque mondiale et d'entreprises comme Wilmar et d'autres. De nombreuses contradictions et infractions ont été constatées, dont le non-respect de la CDB et la destruction de la flore et la faune. Dans ce cas aussi, le gouvernement se contredit lorsqu'il encourage le palmier à huile aux dépens des forêts naturelles, tout en proposant REDD+ pour conserver les forêts. Près de 10 000 hectares ont été plantés de palmier à huile. La population de Kalangala a été privée de ses droits à de l'eau propre et à un environnement en bon état ; elle est exposée à l'érosion de sa culture, ses moyens d'existence sont compromis, et elle se trouve confrontée à l'insécurité alimentaire, parmi bien d'autres problèmes.

Un autre exemple de projet de plantation qui porte atteinte aux communautés locales est celui de Kikonda, dans le district forestier de Kyankwanzi, où la société sud-africaine Global Woods a fait en 2002 une plantation de pins, en déplaçant les communautés indigènes qui, au départ, avaient utilisé la réserve forestière pour l'agriculture. Les effets de cette initiative se font sentir aujourd'hui.

Comme dans le cas des plantations, des initiatives REDD ont eu elles aussi des effets négatifs sur la population ougandaise qui dépend des forêts. Par exemple, pour mettre en œuvre un projet REDD, le gouvernement a expulsé des groupes indigènes. Les pygmées de la forêt de Semliki vivaient là depuis des temps immémoriaux, mais l'Autorité ougandaise de la Faune (UWA), en étroite collaboration avec l'Autorité nationale des Forêts, les a expulsés comme des intrus.

L'Ouganda doit mettre en place un mécanisme pour réglementer le développement des plantations de manière à éviter qu'elles détruisent les forêts naturelles et foulent aux pieds les droits de la population locale. Tout développement sérieux devrait accorder aux gens une place centrale et tenir compte des aspects sociaux. En outre, le cas de l'Ouganda met en lumière le besoin d'une approche commune, qui permette d'arrêter vraiment la destruction des forêts et de faire en sorte que les projets de développement tels que les plantations n'aient pas d'effets négatifs sur les gens et l'environnement, mais qu'ils soient formulés de manière à bénéficier à la population. Cela ne pourra se produire que si la population y participe vraiment et peut donner ou refuser son consentement aux plans de développement qui auront un fort impact sur leurs moyens d'existence.

David Kureeba, National Association of Professional Environmentalists (NAPE), Les Amis de la

- L'accapement de terres pour le palmier à huile aux Philippines

En quatre ans, les plantations de palmier à huile se sont élargies de 160 %, ce qui a désavantagé et marginalisé les communautés indigènes et contribué à une perte massive de biodiversité

Le réseau indigène ALDAW (*Ancestral Land / Domain Watch*) des Philippines est profondément inquiet des conclusions d'une étude qu'il a récemment menée au Palawan du Sud. L'étude montre que le développement du palmier à huile est en train d'appauvrir les communautés indigènes locales et de détruire un environnement biologiquement divers. L'étude de cas de l'ALDAW, "***The Palawan Oil Palm Geotagged Report 2013. The Environmental and Social Impact of Oil Palm Expansion on Palawan Unesco Man & Biosphere Reserve (The Philippines)***", est disponible sur <http://www.regenwald.org/files/pdf/The-Palawan-Geotagged-Oil-Palm-Report-Part-1.pdf> et <http://www.regenwald.org/files/pdf/The-Palawan-Oil-Palm-Geotagged-Report-Part-2.pdf>.

Ce qui suit est un résumé des principales conclusions du rapport en ce qui concerne l'accapement de terres que comporte l'expansion du palmier à huile.

L'expansion actuelle des plantations industrielles de palmier à huile

Depuis les temps de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos et jusqu'à la présidence actuelle de Benigno Aquino III, c'est la rhétorique des avantages potentiels du palmier à huile (éradication de la pauvreté et davantage d'indépendance économique de l'huile importée) qui a donné le ton.

Les projets de plantation ont été mis en œuvre surtout grâce à des initiatives d'investisseurs privés (propriétaires et directeurs d'huileries et planteurs/producteurs de palmier à huile) et avec le soutien d'organismes gouvernementaux tels que le Ministère de la réforme agraire (DAR), le Ministère de l'agriculture (DA), le Ministère du commerce et de l'industrie (DTI) et aussi les Unités locales de gouvernement (LGU).

D'après les chiffres fournis par le Conseil philippin du développement du palmier à huile (PPODC) pour l'année 2009, 46 608 hectares ont déjà été plantés de palmiers à huile, ce qui représente une augmentation de 160 % en quatre années seulement.

Aux Philippines, les compagnies de palmier à huile ont des difficultés à acquérir de grandes étendues de terre pour les transformer en plantations. En fait, à la suite de la Loi générale sur la réforme agraire (CARL) adoptée le 10 juin 1988, la terre a été distribuée à une myriade d'agriculteurs (individuels ou groupés en coopératives ou associations), dans le but d'accroître la justice sociale et d'améliorer, par l'accès à la terre, la qualité de vie des agriculteurs qui n'en avaient pas. Cela aurait dû à son tour relancer la production agricole sur les terres publiques et privées.

L'accapement de terres dû à l'industrie de l'huile de palme

De nos jours, dans les zones où les parcelles de terre ont des propriétaires individuels qui ont obtenu un Certificat de Propriété (CLO), les entreprises de palmier à huile essaient de réunir en

coopératives les terres fragmentées et les agriculteurs individuels, pour passer ensuite avec elles des accords de diverses sortes.

D'autre part, le plan philippin de développement du palmier à huile dit que la zone qui pourrait y être affectée dans tout le pays comprend environ 304 000 ha de terres inexploitées ou sous-exploitées. Or, la plupart des terres dites « inexploitées » ou « sous-exploitées » comprennent des régions que les populations rurales et indigènes utilisent pour la cueillette de produits non ligneux et de plantes médicinales, pour l'agriculture itinérante, etc. Ces zones incluent aussi des rivières qui approvisionnent en eau potable les familles rurales.

En plus de l'expansion alarmante de l'extraction de nickel dans la province de Palawan, les peuples indigènes et les agriculteurs des plaines font face maintenant aux menaces que représente le développement du palmier à huile.

Au Palawan, au moins 15 000 ha des 20 000 ha prévue pour le développement du palmier à huile sont exploités par trois compagnies : l'Agusan Plantations Group, la Palawan Palm and Vegetable Oil Mills Inc. (PPVOMI), dont 60 % appartiennent à Singapour et 40 % aux Philippines, et sa compagnie sœur Agumil Philippines Inc. (AGPI).

Il existe peu d'information sur les processus et les procédures concernant la délivrance aux compagnies de palmier à huile d'autorisations pour le changement d'affectation de terres et de permis environnementaux au Palawan. L'évaluation d'ALDAW a révélé que les procédures d'acquisition de terres et d'obtention de permis ont désavantagé et marginalisé les communautés indigènes des plaines, et contribué à une perte massive de biodiversité.

La plupart des membres des communautés indigènes qui ont « loué » des portions de leurs terres aux entreprises de palmier à huile ne connaissent pas clairement les caractéristiques de ces « accords » et ne possèdent pas non plus de contrats signés par les entreprises. Non seulement les droits des peuples indigènes, mais aussi ceux des agriculteurs concernés, semblent avoir été violés à des degrés divers. La capacité des agriculteurs de faire face à la pénurie d'aliments et à la perte des récoltes est en danger, puisqu'ils ne peuvent pas intercaler d'autres plantes comestibles dans les plantations sans la permission de la compagnie ; en outre, la culture intercalaire de riz irrigué n'est pas autorisée.

Les agriculteurs qui cultivent des palmiers à huile pour AGPI sont particulièrement vulnérables parce que, si l'entreprise n'est pas satisfaite de la manière dont la terre est gérée, elle peut la leur reprendre. Les cultivateurs doivent aussi payer à l'AGPI une somme qui couvre divers frais, comme par exemple ce qu'on appelle « restauration du projet ».

Il faudrait examiner de façon plus détaillée le caractère ambigu des « contrats de location » et des « baux » qui mènent à la transformation des terres indigènes ancestrales en plantations de palmier à huile. La durée de ces accords est d'environ 20-25 ans (ce qui équivaut à la durée de la vie productive du palmier à huile). D'autres désavantages cachés sont, par exemple, qu'à la fin de cette période, les occupants indigènes et les agriculteurs locaux vont retrouver sur leurs champs des palmiers à huile vieillissés et mourants. Après des années d'application intensive de fertilisants et de pesticides, ces champs seront devenus inutiles pour la culture de produits alimentaires. Les sols épuisés seront inaptes aux activités agricoles traditionnelles et toute tentative de les rendre fertiles à nouveau exigera des interventions très coûteuses que le gouvernement risque de ne pas pouvoir payer.

Dans la municipalité d'Española, plusieurs familles indigènes ont vendu leurs terres à très bas prix, en vue d'obtenir un bénéfice économique rapide. Ceci a forcé d'autres familles à vendre à leur tour leurs terres, lorsqu'elles se sont trouvées entourées de plantations de palmier à huile.

Dans d'autres provinces, on constate que les plantations de palmier à huile existantes se superposent en partie au domaine ancestral des peuples indigènes (par exemple, dans les provinces de Bukidnon, Sultan Kudarat, Augusan et Cotabato). Pour qu'une compagnie puisse effectuer des activités dans ces zones, elle devrait obtenir d'abord le consentement des communautés en appliquant les démarches prévues pour le consentement préalable, libre et informé (FPIC).

Or, l'équipe d'ALDAW a découvert que les compagnies de palmier à huile avaient obtenu l'accès à la terre au moyen de stratégies illégales. D'après des informateurs indigènes, dans plusieurs cas la communauté n'a reçu que de l'information partielle ou fautive concernant les plans et les objectifs réels de l'entreprise. Ainsi, plusieurs communautés ne se sont pas opposées au début aux plantations de palmier à huile. Par exemple, un représentant indigène de Maasin (Brooke's Point) a raconté à ALDAW que, d'après ce qu'il avait compris, la compagnie allait seulement utiliser une étendue limitée pour y construire une pépinière. Il a été surpris en découvrant que, en plus de la pépinière, elle était en train d'utiliser une étendue beaucoup plus large pour y faire des plantations de palmier à huile. En outre, cette étendue fait partie du territoire ancestral des communautés de Maasin.

Pour élargir leurs plantations, les compagnies ont souvent réussi à entrer dans des terres boisées soumises à des régimes tels que les Accords de gestion communautaire des forêts (CBFMA). Or, ces accords peuvent être annulés si l'agriculture remplace la sylviculture en tant qu'activité économique principale ; dans ce cas, leurs titulaires se retrouveraient sans aucun droit sur les terres et sans aucun privilège pour l'utilisation des ressources.

Les plantations se sont étendues aussi dans des zones utilisées par les peuples indigènes pour la culture de variétés locales de riz pluvial, de racines comestibles et d'arbres fruitiers. Cela a beaucoup perturbé la diversité de l'agriculture traditionnelle, au point que les communautés locales sont devenues encore plus dépendantes des aliments achetés.

Les plantations de palmier à huile se sont étendues aussi sur des zones situées entre les rizières des plaines et les forêts de montagne. Ces zones coïncident exactement avec celles que les communautés indigènes ont toujours utilisées pour l'agriculture itinérante et auxquelles elles appliquent des périodes de jachère de 4 à 7 ans ou plus. Pendant la période de jachère, qui est indispensable pour que la terre récupère une partie de ses nutriments, la zone peut paraître, aux yeux des non-experts, inexploitée et improductive. En fait, les agriculteurs indigènes vont réutiliser cette même terre une fois finie la période de jachère ou lorsque le sol aura récupéré les nutriments indispensables pour être cultivé à nouveau. À l'heure actuelle, l'expansion des plantations de palmier à huile dans les terres en jachère (benglay) est en train de réduire le nombre d'années dont les peuples indigènes ont besoin pour assurer la durabilité du cycle de culture itinérante, ce qui aboutit à une érosion génétique irréversible, ainsi qu'à la désintégration de leur identité et de leur vision du monde.

Les plantations de palmier à huile du Palawan concurrencent et envahissent déjà les cultures et les territoires qui ont toujours permis aux peuples locaux d'être autosuffisants. Bref, ce type d'agriculture intensive, profitable pour les agriculteurs fortunés, les compagnies et les entrepreneurs, est en train d'envahir les terres agricoles traditionnelles qui, des générations

durant, ont assuré la subsistance des petits agriculteurs et des peuples indigènes.

[index](#)

LA CERTIFICATION

- FSC : l'accapement certifié

La certification des plantations industrielles d'arbres permet de légitimer la monoculture à grande échelle qui, à son tour, implique l'accapement de terres.

La certification des plantations industrielles d'arbres que fait le FSC (Forest Stewardship Council) a servi à légitimer la monoculture à grande échelle. Le programme d'accréditation du FSC, reconnu à l'échelon international, garantit aux consommateurs que les entreprises qui portent son label gèrent les forêts de façon bénéfique à la société, appropriée pour l'environnement et économiquement viable.

Depuis longtemps, le WRM et d'autres organisations et mouvements sociaux dénoncent le rôle néfaste que joue la certification de méthodes de production qui sont non durables par nature et qui se sont avérés nuisibles, autant pour l'environnement que pour les communautés, comme dans le cas des plantations d'arbres en régime de monoculture.

Dans le contexte de l'accapement de terres l'afforestation, généralement effectuée par de grandes entreprises, en est un des « tentacules » : elle occupe d'énormes étendues et déplace des communautés et des méthodes de production familiales, communautaires et diversifiées, pour les remplacer par des « déserts verts ».

Ceux qui y travaillent n'ont rien à raconter sur leurs rapports chaleureux à cette terre et à ses dons. Ils ne peuvent parler que d'exploitation et de difficultés. Ils deviennent des journaliers d'entreprises qui paient de bas salaires et qui offrent des conditions de travail très dures. Et pourtant, ces entreprises sont certifiées.

- *Le cas d'Alto Paraná en Argentine*

L'entreprise forestière Alto Paraná S.A. (APSA), du groupe chilien Arauco, installée dans la province de Misiones depuis plus de dix ans, essaie de nouveau d'obtenir le label du FSC. L'évaluation du patrimoine forestier de l'entreprise, d'une superficie de 233 664 hectares, a été faite en mars dernier par des consultants de l'organisation internationale Rainforest Alliance, qui ont analysé les aspects écologiques, sylvicoles et socio-économiques des plantations. C'est la deuxième fois que l'entreprise essaie d'obtenir ce label qu'elle n'a pas réussi à obtenir en 2006.

En l'apprenant, un groupe de professionnels du secteur forestier et universitaire, accompagné des Producteurs indépendants de Puerto Piray (PIP), de l'Union de producteurs de Puerto Libertad, de chercheurs du Conicet, de communicateurs populaires de Misiones et du Groupe de réflexion rurale (GRR), a rédigé un rapport sur les effets négatifs de la gestion forestière d'APSA, afin de le mettre à la disposition des inspecteurs Freddy Peña et Ariel Zorrilla.

Le rapport (<http://nosonbosques.com.ar/noticias/abajo-el-maquillaje-verde/#more-444>) signale que l'utilisation massive de plus de 100 000 kilos de produits toxiques préparés avec l'eau des ruisseaux de Misiones n'est pas appropriée pour l'environnement, et que le défrichage de

dizaines de milliers d'hectares que l'entreprise a réalisé pour installer ses plantations, souvent sans respecter les lois environnementales de la province, ne l'est pas non plus.

Il signale aussi que le remplacement des terres les plus fertiles de la province par d'interminables plantations de pins et d'eucalyptus aménagées à force de machines et de produits chimiques n'est pas bénéfique à la société ; non seulement il crée du chômage mais il empêche la culture de produits alimentaires dans les fermes ; les personnes tombent malades à cause des pulvérisations et du pollen ; les colonies de petits producteurs disparaissent et la croissance de nos peuples en est ralentie.

Le rapport souligne que la dépendance de la province d'une seule activité productive, fortement concentrée en une seule entreprise, n'est pas économiquement viable : tandis que ses pins croissent et que ses usines et ses scieries s'enrichissent, la société et l'environnement de Misiones s'appauvrissent de plus en plus.

L'anthropologue Andrea Mastrangelo a fourni aux inspecteurs des renseignements et des publications dont elle est l'auteur, sur la précarité du travail, sur la leishmaniose cutanée en tant que maladie non reconnue dans le milieu du travail forestier, et sur les limitations de la liberté d'association des travailleurs. Elle a dénoncé aussi que d'autres conséquences négatives de l'industrie forestière et de la pâte de papier ont trait à l'aménagement territorial, comme le procès en instance au niveau fédéral pour l'implantation de pins dans une réserve indigène d'Alecrín, dans le département de San Pedro, et le déplacement de la population à cause de l'intensification des plantations industrielles d'arbres du Groupe Arauco, non seulement de petits producteurs mais aussi de travailleurs forestiers.

Des communautés Mbya-Guarani établies dans la province de Misiones ont organisé une Aty Ñeychyrô (Assemblée de Caciques) convoquée spécialement pour définir leur position face au processus d'évaluation pour la certification FSC. La déclaration des communautés Mbya-Guarani qui a été lue aux certificateurs d'Alto Paraná le 13 mars affirme ce qui suit :

« La transformation de notre forêt, riche en animaux, en eau et en plantes de toutes sortes, en une tache verte où il n'y a que des pins, où règne le silence parce qu'il n'y a pas d'animaux, d'oiseaux ni de poissons, nous blesse très profondément, nous plonge dans la détresse. Quand on détruit la forêt pour planter des pins, ou quand on ne fait rien pour replanter des espèces indigènes dans les endroits où on a arraché les arbres qui ont donné de l'ombre aux grands-parents de nos grands-parents, on nous pousse en silence vers les villes, on détruit notre culture qui est bien antérieure aux intérêts d'Alto Paraná.

Cette entreprise ne s'est approchée des communautés que pour défricher autour d'elles et planter des pins ; notre terre, qui réjouissait notre vie à chaque pas, est aujourd'hui un désert de pins. Alto Paraná ne reconnaît pas qu'elle est en territoire indigène, elle ne rend pas les terres, elle ne reconnaît pas les dégâts qu'elle a causés, comme le montre le cas de Tekoa Alecrín.

Pourquoi cette entreprise vient-elle aujourd'hui seulement contacter les communautés dans l'intention de leur faire signer un accord sans expliquer son contenu, en essayant de profiter de notre bonne foi et de notre confiance ? Où était Alto Paraná lorsque des intrus ont prétendu envahir le territoire de Tekoa Alecrín ? Pourquoi, si elle considérait que ces terres lui appartenaient, ne les a-t-elle pas défendues ? Par contre, elles ont été défendues par leurs véritables propriétaires : les communautés Mbya Guarani.

Cette entreprise n'apporte à notre peuple que le mal et la douleur ; elle le démontre en essayant de se rapprocher uniquement quand c'est dans son intérêt. Le bois qu'elle vend a été arrosé avec les larmes de nos grands-mères et de nos grands-pères, qui ont vu le lapacho, le cèdre et le timbó abattus par les tronçonneuses pour être remplacés par des pins étrangers à nos territoires. Nous n'avons jamais considéré les arbres comme de l'argent ; pour nous, ils sont une partie importante de notre vie ; sans forêt il n'y a pas de Mbya, le pin condamne notre culture et les mauvais entrepreneurs aussi. »

De leur côté, les Producteurs indépendants de Piray (PIP), une organisation créée il y a six ans par près de deux cents familles de Piray Kilómetro 18, Barrio Unión et Barrio Teresa, de la municipalité de Puerto Piray, département de Montecarlo, ont envoyé eux aussi un rapport aux évaluateurs de la certification FSC et à l'opinion publique, où ils disaient :

« Nous n'acceptons pas qu'Alto Paraná (APSA) soit certifiée, parce qu'au-delà des 70 mètres que nous avons pour vivre il n'y a qu'un océan de pins qui nous asphyxie ; parce qu'à partir d'août et pendant tout l'été le pollen de la floraison du pin salit notre environnement ; parce que nous respirons de l'air pollué et que la poussière jaune est partout, sur notre table, dans nos assiettes, dans nos lits, dans les récipients d'eau ; parce qu'ils pulvérisent des produits toxiques près de nos maisons ; parce qu'ils rendent malades nos enfants et nos personnes âgées : maux de tête, vomissements, vertiges, colite, angines, conjonctivite, bronchite, asthme, allergies et fausses-couches ; parce que des personnes meurent de cancer ; parce que nos animaux meurent ; parce que c'est un danger et une menace pour les générations futures ; parce que sept communautés ont été expulsées de villages qui n'existent plus. Ces communautés sont présentes dans notre mémoire, elles font partie de notre histoire. C'étaient des communautés bien constituées. Nous ne voulons pas partir. Nous voulons vivre dignement. Nous voulons travailler la terre, produire des aliments sains. »

Les familles du PIP ont ajouté : « Nous voulons le développement de la communauté où l'entreprise est insérée pour que les 'kilomètres' [colonies de petits producteurs de la municipalité de Puerto Piray] ne disparaissent pas, pour le développement de l'agriculture familiale, pour produire et vendre des produits sains à Montecarlo, à l'Eldorado et dans notre cher Puerto Piray, pour que nos projets de production se concrétisent, pour que les jeunes ne partent pas, pour défendre notre identité ».

– Le cas de Veracel Celulose au Brésil

L'entreprise Veracel Celulose, qui appartient à la société suédoise/finlandaise Stora Enso et à la société brésilienne/norvégienne Fibria (ex Aracruz), est installée à Eunápolis, dans l'État de Bahia. En mars dernier, 350 employés se sont mis en grève pour leurs salaires, qui n'atteignent pas le minimum légal. Comme le disent les travailleurs, leur grève est le résultat d'un processus historique d'exploitation et d'absence de dialogue, et leur attitude est la démonstration qu'ils sont disposés à faire valoir leurs droits.

Les travailleurs ont dit que, chaque jour, ils doivent aller travailler dans des zones difficiles à atteindre dans les plantations d'eucalyptus ; dans certains cas, ils doivent partir à 3 h 30 du matin et, suivant la distance, ne rentrent dans certains cas qu'à 21 h. Pourtant, pour cette longue journée Veracel ne leur paie que les huit heures de travail dans la plantation.

En outre, il s'agit de tâches qui portent atteinte à la santé. D'après les ouvriers, les ouvriers sont souvent blessés quand ils utilisent les machines parce que celles-ci ne sont pas en bonnes

conditions ; quand le terrain où ils travaillent est irrégulier ou en pente, les vibrations se répercutent dans tout leur corps. « Notre travail nous impose des rendements exagérés, une production de 31 m2 par heure, près de 120 arbres à couper en une heure », affirme un des ouvriers.

D'autre part, les longs trajets qu'ils doivent parcourir dans des véhicules non climatisés et sur des chemins poussiéreux leur provoquent des allergies et des troubles pulmonaires.

Ni les mauvaises conditions de travail, ni les bas salaires, ni la concentration foncière que suppose son affaire de plantations d'arbres pour la fabrication de pâte de papier n'empêchent Veracel d'avoir un « label vert » pour rassurer ses clients.

Pour ceux qui connaissent la réalité des entreprises planteuses d'eucalyptus et des usines de pâte de l'État de Bahia, le label du FSC est une mauvaise plaisanterie. C'est une farce. C'est une certitude d'impunité pour ceux qui violent des droits. C'est la certification de la cruauté, des injustices sociales, environnementales et culturelles. Ceux qui achètent ces produits certifiés, sont-ils victimes de cette escroquerie, ou complices ?

En outre, la certification du FSC légitime l'accaparement : les entreprises se servent du « label vert » pour obtenir des autorités les permis nécessaires à l'expansion de leurs activités, ce qui aggrave encore plus les effets nuisibles. C'est pourquoi il est nécessaire et urgent d'organiser une grande campagne contre la certification du FSC et d'autres labels de fausse « durabilité ».

Les auteurs du cas argentin sont Sebastián Korol, journaliste de la revue Superficie (province de Misiones) et María Inés Aiuto, journaliste, membre de la campagne Assez de plantations forestières, Groupe de réflexion rurale (province de Corrientes).

Le cas du Brésil a été rédigé à partir d'information apportée par CEPEDDES, adresse électronique cepedes@cepedes.org.br, et de l'article : "Trabalhadores da Veracel em greve alegam que recebem salários abaixo do mínimo regido pela CLT", Irlete Gomes, 22/03/2013, <http://www.girodenoticias.com/noticias/geral/3019/trabalhadores-da-veracel-em-greve-alegam-que-recebem-salarios-abaixo-do-minimo-regido-pela-clt-22-03-2013/>.

[index](#)

LE PETROLE

- L'accaparement de terres en quête de pétrole : la dure réalité du forage de pétrole dans le Delta du Niger

Bien que l'accaparement de terres soit généralement associé à l'appropriation de terres pour la réalisation de grandes plantations industrielles où l'on cultive des produits d'exportation ou pour des projets de conservation tels que REDD, les Ogoni du Delta du Niger l'ont subi sous une forme différente : la disparition de leurs territoires, terres traditionnelles, mangroves fertiles et systèmes fluviaux à cause des activités compagnies pétrolières qui dévastent la région depuis des décennies. Une visite des membres d'EJOLT [voir le blog d'EJOLT : <http://www.ejolt.org/2013/04/crude-justice-ecocide-in-the-niger-delta/>] aux villages de Goï et Bodo City, en Ogoniland, a été l'occasion de se rappeler avec effroi le prix que payent les communautés voisines de quelques-uns des plus profitables champs pétroliers du Delta du

Niger. La visite a permis aussi de constater la dignité et la détermination avec lesquelles les communautés ogoni, depuis plusieurs décades, demandent justice et réclament que les compagnies pétrolières nettoient le pétrole qu'elles ont laissé se déverser dans les mangroves et sur les champs ; le pétrole qui s'est infiltré dans le sol et qui a imprégné les tissus des personnes condamnées à vivre avec une destruction pétrolière d'une portée inimaginable, dont elles ne tirent aucun bénéfice mais qu'elles paient très cher. « Ils se sont contentés de mettre un panneau qui dit que cette terre est contaminée et qu'il faut rester à l'écart », commente un résident de 58 ans qui a dû quitter son village après qu'un déversement de pétrole l'a rendu inhabitable. « Ils n'ont rien nettoyé. Personne ne connaît le niveau de contamination et de pollution de nos villages. »

La lutte d'une décade pour la justice continue, parce que l'énorme injustice infligée aux communautés du Delta du Niger continue elle aussi : chaque année, l'équivalent d'un pétrolier Exxon Valdez plein de brut se déverse dans les mangroves, les rivières et les sols de la région. Le volume de pétrole déversé dans le Golfe du Mexique à cause de l'explosion qui a démolé la plateforme pétrolière Deepwater Horizon de BP en 2010 était moindre que celui qui coule chaque année du réseau de terminaux, de tuyaux, de stations de pompage et de plateformes dans le Delta du Niger. Et pourtant, ces déversements sont restés presque inaperçus, la presse internationale ne leur a presque pas consacré de grands titres, et les entreprises, les gouvernements et les consommateurs du Delta du Niger ont préféré l'ignorance à l'action pour la justice en faveur de ceux qui, depuis des décennies, en sont victimes. Sans l'attention internationale, le prix que paient les gens, les communautés, les rivières, les mangroves et les sols où l'on continue de cultiver des aliments reste invisible pour ceux d'entre nous dont la vie quotidienne dépend des dérivés du pétrole, en particulier dans les centres de consommation.

Les déversements deviennent plus fréquents dans le Delta du Niger à mesure que les installations pétrolières vieillissent, mais ils sont une réalité permanente depuis que Shell a commencé à extraire du pétrole au Nigeria à la fin des années 1950. « Depuis que l'exploitation pétrolière à grande échelle dans le Delta du Niger a commencé en 1958, il y a eu plus de 4 000 déversements de pétrole et aucun d'eux n'a été nettoyé », explique Godwin Ojo, directeur de l'organisation Environmental Rights Action qui soutient les communautés touchées par la destruction que provoque le forage de pétrole en Ogoniland. Plus de 400 km d'oléoducs vieillissants, souvent rouillés et qui risquent d'éclater, plusieurs centaines de puits de forage, beaucoup d'entre eux mal démantelés après avoir été abandonnés, plus d'une centaine de torchères (formellement interdites en 1984 et déclarées « inconstitutionnelles » par la cour suprême nigériane en 2005, mais qui continuent de brûler parce qu'il est moins cher pour les entreprises de brûler le gaz que de le capturer pour le transformer en électricité), des forces de sécurité souvent armées et impliquées dans des conflits qui, chaque année, coûtent la vie à des centaines de personnes, tout cela a transformé en un combat de tous les jours ce qui était une bonne vie. Une vie d'abondance dans une région où des mangroves fertiles [voir Bulletin 151] produisaient des aliments aussi bien pour la subsistance que pour la vente sur les marchés locaux. « L'espérance de vie au Nigeria tourne autour de 50 ans, soit près de 20 ans de moins que la moyenne mondiale, mais dans les communautés qui entourent les champs pétroliers elle est de 41 ans. Un rapport du Programme des Nations unies sur l'environnement concernant la région des Ogoni a révélé que le taux de substances carcinogènes de l'eau était 900 fois plus élevé que le taux sans danger. Les plaintes locales sur des problèmes de santé mentionnent des troubles respiratoires et des lésions de la peau, des puits d'eau potable empoisonnés avec du benzène. Comme la pluie acide corrode les toits de tôle des maisons, même l'eau de pluie est trop toxique pour pouvoir la boire. « Il y avait toujours de la nourriture », ont remarqué plusieurs

résidents. Partout dans le delta, les communautés continuaient à pratiquer l'agriculture traditionnelle et cultivaient du riz, du manioc, de l'igname et de la canne à sucre. Ils pêchaient des bigorneaux, des crabs, d'autres fruits de mer et des poissons dans les ruisseaux. « Mais quand les déversements ont commencé, ils ont détruit la vie dans la mangrove. Le choix que nous avons aujourd'hui c'est de ne pas manger ou de manger des aliments qui vont nous tuer », a commenté un habitant du village de Goï, aujourd'hui abandonné.

Les « déversements » dont parlent les anciens résidents de Goï sont ceux de 2008-2009, où « on a laissé le pétrole se projeter dans l'air pendant plus de deux mois, avec des jets de la hauteur de deux étages ». Plus de cinq ans plus tard, les canots de pêche sont toujours là, le long des rives du Bodo, à Bodo City, comme si le déversement venait d'avoir lieu. Les habitants supposaient que Shell, la compagnie dont les oléoducs avaient éclaté et causé le déversement, allait l'arrêter et réparer les dégâts pour que les canots puissent bientôt repartir à la pêche. Or, le nettoyage n'a jamais eu lieu, et un groupe de villageois ont intenté un procès contre la transnationale anglo-néerlandaise Shell devant un tribunal néerlandais [voir Bulletin 187]. Le 30 janvier 2013, le tribunal a décidé que Shell était responsable d'avoir pollué le Delta du Niger avec de lourdes conséquences pour la vie des habitants d'Ikot Ada Udo, État d'Akwabom. Pourtant, inexplicablement, le tribunal a décidé aussi que, dans le cas présenté par les habitants de Goï (qui avaient souffert exactement la même destruction environnementale, et peut-être même plus, que ceux d'Ikot Ada Udo), Shell n'était pas responsable parce qu'elle avait fait le nécessaire pour entretenir ses oléoducs et que les déversements étaient le résultat d'un « sabotage » commis par des gens qui volaient du pétrole. « Quand les gens de Shell sont finalement venus, nous avons pensé qu'ils allaient dire quelque chose de raisonnable, mais c'était l'inverse. Nous n'avons décidé de nous adresser au système judiciaire que lorsque nous nous sommes retrouvés le dos au mur. Maintenant nous avons décidé que cette bataille légale doit finir par faire justice. » Un autre villageois a remarqué : « Nous n'avons pas obtenu justice mais au moins notre cas a été entendu ». Les habitants de Goï et les organisations qui les soutiennent s'appêtent à faire appel de la décision en faveur de Shell, pour pouvoir non seulement être entendus mais aussi obtenir justice.

Le fait de voir, de sentir et de toucher la couche grossière de pétrole brut que d'innombrables déversements ont répandue sur les sols fertiles et les mangroves autour de Goï, de Bodo City et de beaucoup d'autres villages touchés par la destruction que le pétrole a apportée au Delta du Niger, a renforcé le besoin de répercuter l'appel lancé par le réseau OilWatch, « Laissez le pétrole, le charbon et le sable bitumineux dans le sous-sol », non seulement parce que, si on ne le fait pas, les générations futures ne pourront pas éviter un changement climatique incontrôlable, mais parce que des communautés comme celles de Bodo City et du village fantôme de Goï en font depuis trop longtemps les frais pour que « des compagnies comme Shell continuent de récolter un profit qui a été parmi les plus élevés du monde en 2012 », environ 28,6 milliards USD ou quelque 2 millions USD par heure.

Article basé sur :

(1) Notes prises lors de la visite du WRM aux villages de Goï et de Bodo City en mars 2013.

(2) Getting away with Ecocide: Shell in the Niger Delta. Leah Temper. EJOLT - Environmental Justice Project <http://www.ejolt.org/2013/04/crude-justice-ecocide-in-the-niger-delta/>

(3) PNUÉ, Évaluation environnementale d'Ogoniland.

<http://www.unep.org/disastersandconflicts/CountryOperations/Nigeria/EnvironmentalAssessmentofOgonilandreport/tabid/54419/Default.aspx>.

REDD

- Brésil : une lettre publique provenant d'Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie

Des organisations et des particuliers de l'État de l'Acre et d'autres États du Brésil ont envoyé ce mois-ci une lettre ouverte de dénonciation au gouverneur et à un Groupe de Travail (GT) sur REDD de Californie. La lettre met en question la légitimité d'une consultation réalisée au moyen de trois ateliers en Californie et d'une autre faite sur l'internet, en anglais, sur la manière et les conditions dans lesquelles les crédits REDD+ devraient être inclus dans le marché du carbone qui est en train de se créer en Californie. Après le 30 avril 2013, le GT estimera que la « consultation » sera finie et il enverra sa décision au gouvernement californien.

L'initiative californienne sur REDD+ est le résultat d'un accord signé en 2010 par les gouverneurs de Californie (États-Unis), de l'Acre (Brésil) et du Chiapas (Mexique) dans le but de concrétiser des affaires REDD+. Les États de l'Acre et du Chiapas « fourniraient » les crédits de carbone, tandis que l'industrie polluante de Californie en tirerait profit du fait qu'elle achèterait le « droit » de continuer à polluer.

La lettre d'Acre/Brésil dénonce, premièrement, qu'il s'agit d'un processus illégitime : « Nous, organisations et activistes de l'Acre et du Brésil, [...] nous dénonçons le projet du gouvernement de l'État de Californie des États-Unis, qui cherche à 'réduire' ses émissions de CO2 par 'l'acquisition' de crédits REDD+ des États de l'Acre et du Chiapas, au lieu de réaliser cette 'réduction' en Californie. Nous sommes contre cette proposition et nous dénonçons le processus de 'consultation' qui se déroule à ce sujet en Californie, parce qu'il manque de légitimité, faute de participation réelle des populations de l'Acre et du Chiapas, qui dépendent des forêts pour maintenir leur mode de vie et qui seront directement touchées par le projet REDD+ mentionné. »

La lettre publique affirme aussi que l'image verte que l'Acre montre au monde, celle d'un exemple avancé de durabilité et de la manière d'implanter REDD+ dans des zones de forêt tropicale – en se basant même sur l'image et sur les idéaux de Chico Mendes – ne coïncide pas avec la réalité, au contraire. La lettre dit que « REDD+ ne diminuera pas les émissions de carbone dans le monde, et encore moins la destruction de la forêt ; il augmente les injustices sociales et environnementales existantes ; il criminalise les méthodes traditionnelles des peuples, communautés et populations de la forêt et il a un caractère profondément néocolonialiste ».

La lettre suggère au gouvernement de Californie d'annuler la consultation illégitime qui est en cours, « à moins de faire sans délai une consultation adéquate des personnes concernées qui habitent les territoires où il prétend obtenir des crédits REDD ».

Un groupe d'organisations internationales a donné son appui à la lettre ouverte, en affirmant que « les décisions concernant la législation ou les programmes REDD+ ont déjà ou auront bientôt des effets négatifs sur le mode de vie des populations forestières. Du moment que cette participation significative a été absente des processus concernant REDD+ en Acre ou pendant l'élaboration des recommandations au gouvernement de Californie à ce sujet, nous vous conseillons vivement de ne pas inclure les crédits de compensation REDD dans le plan de commerce d'émissions de Californie ».

« Nous sommes d'accord également avec les autres inquiétudes manifestées au sujet du mécanisme REDD+, et nous appuyons la demande exprimée dans la lettre ouverte : plutôt que d'inclure les crédits de compensation REDD provenant d'Acre dans son plan de commerce d'émissions, la Californie devrait prendre des initiatives pour réduire ses émissions sur place. »

La version intégrale de la lettre ouverte de dénonciation et celle de la motion d'appui figurent sur <http://wrm.org.uy/subjects/REDD/AcreSolidarity-OpenLetter.pdf> et <http://wrm.org.uy/subjects/REDD/OpenLetter-Acre.pdf>

[index](#)

- Le non-respect du droit à être consulté ouvre la voie à davantage d'accaparement de terres au nom de REDD

Le système REDD a été controversé depuis qu'il a été présenté au cours des pourparlers de l'ONU sur le climat qui ont eu lieu à Bali, Indonésie, en 2007, comme un moyen de réduire la déforestation. En plus de signaler que REDD, en tant qu'instrument du marché du carbone, est une fausse solution du changement climatique, beaucoup de peuples indigènes ont manifesté l'inquiétude que REDD conspire contre leurs droits, qu'il devienne un moyen de diviser les communautés et qu'il mette en péril leur accès à leurs territoires traditionnels et le contrôle qu'ils exercent sur eux. Bien que des institutions internationales comme l'UN-REDD et le FCPF de la Banque mondiale aient promis à maintes reprises de respecter les droits des peuples indigènes, d'appliquer le principe du consentement préalable, libre et informé (« FPIC ») dans leurs initiatives REDD, et d'adopter des mesures de précaution, les dangers que beaucoup de peuples indigènes ont signalé en 2007 sont en train de devenir une réalité. Au Panama et au Honduras, des organisations de peuples autochtones ont fait savoir comment les droits au « FPIC » avaient été violés dans les processus REDD nationaux.

Au Panama, rien ne garantit le respect des droits indigènes

Le 27 février 2013, les Autorités traditionnelles des peuples indigènes du Panama, par l'intermédiaire de leur organe de coordination COONAPIP, se sont retirées de l'initiative UN-REDD du pays. Dans la lettre qui l'annonçait, COONAPIP explique que le programme UN-REDD « ne garantit pas le respect des droits indigènes » ni « la participation pleine et effective des peuples indigènes du Panama ».

Dans sa lettre du 10 mars 2013 où il appuie la décision de COONAPIP, Jesús Amadeo Martínez, Conseiller en chef du Conseil indigène d'Amérique centrale (Consejo Indígena de Centro América – CICA), écrit : « en ma qualité de Conseiller en chef du CICA, je crains que les actions du programme UN-REDD du Panama à l'égard de COONAPIP ne soient pas isolées mais qu'elles constituent une nouvelle manifestation d'intolérance et de discrimination raciale contre les peuples et les organisations indigènes ».

Au Honduras, REDD facilite la perte de territoires et l'accaparement de terres

Le Honduras est un des six pays qui ont présenté au Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale leurs plans nationaux au sujet de REDD, en mars 2013. L'expérience de la préparation de ces documents au Honduras ressemble à celles de beaucoup d'autre pays où les peuples indigènes et les organisations communautaires locales ont été mis à

l'écart du processus.

Dans une déclaration du 3 avril 2013, l'OFRANEH (Organización Fraternal Negra Hondureña) écrit : « Une fois de plus, l'État du Honduras viole le droit à la consultation garanti par la Convention 169 de l'OIT et par la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes, pour participer au programme de Réduction des émissions dérivées de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+) en excluant les peuples Garifunas du processus de consultation au moment de rédiger la Proposition de Préparation (R-PP) financée par le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF d'après l'anglais) et le programme UN-REDD ».

L'OFRANEH déclare ensuite que « dans le brouillon de la R-PP de septembre 2012, l'OFRANEH est mentionnée comme étant l'organisation qui dicte les politiques indigènes dans les territoires des Garifunas, qui prend la défense du peuple et qui veille à faire respecter ses droits ; dans le même texte, l'organisation figure aussi dans les ateliers de socialisation et de consultation préalable qui n'ont jamais été réalisés. Or, par un tour de passe-passe et sans que les fonctionnaires de l'État ou ceux des Nations unies aient contacté notre organisation, dans la R-PP de mars 2013 l'OFRANEH disparaît du document en tant que représentante du peuple Garifuna ».

Dans son rapport de 2005, l'Agence d'investigation environnementale (EIA) a documenté, entre autres choses, les rapports entre les politiciens et ceux qui déboisent au Honduras. Or, le plan REDD présenté au FCPF de la Banque mondiale ne mentionne pas ces rapports, et ne propose rien pour combattre cette complicité qui continue d'aboutir à la disparition des forêts. En revanche, l'OFRANEH et d'autres encore s'inquiètent que REDD+ puisse aboutir « au pillage des territoires des peuples indigènes » et faciliter la perte de territoires et l'accaparement de terres.

Ils signalent que la Banque mondiale, qui participe maintenant aux plans REDD, a défendu pendant plus d'une décennie une Loi sur la Propriété qui a été adoptée en 2004 par l'État hondurien. Une pétition d'abrogation est en instance auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Cette loi représente une grave menace pour la légalisation de la propriété communale des territoires indigènes car elle favorise la propriété individuelle de ces mêmes territoires ; cette tendance est une source de préoccupation pour les associations de peuples indigènes en ce qui concerne REDD.

Article basé sur :

<http://ofraneh.wordpress.com/2013/04/03/redd-estado-de-honduras-y-onu-redd-violan-el-derecho-a-la-consulta/>; <http://www.kepa.fi/tiedostot/nota-coonapip-31-13-resmision-de-resolucion.pdf>, et <http://www.redd-monitor.org/2013/03/06/coonapip-panamas-indigenous-peoples-coordinating-body-withdraws-from-un-redd/>.

[index](#)

BRICS

- BRICS, développement et accaparement de terres

En mars 2013, les présidents des pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se sont réunis à Durban, Afrique du Sud. Entourés de nombreuses clôtures pour que les éventuels contestataires ne puissent pas s'approcher d'eux, ils ont discuté de plusieurs questions, dont des projets de coopération.

Une des propositions les plus mentionnées dans la divulgation de la réunion a été la création d'une banque de développement des BRICS, avec un capital initial de 50 milliards USD que les cinq pays apporteraient à parts égales.

L'expérience montre que les banques de ce genre (comme la BNDES au Brésil) encouragent un modèle de développement verticaliste, qui profite aux grandes entreprises et qui contribue à l'accaparement de terres. La BNDES a fortement appuyé, par exemple, l'expansion sur des millions d'hectares des plantations industrielles d'eucalyptus pour l'exportation, des plantations de canne à sucre pour l'exportation de sucre et d'éthanol. De même, elle a financé le secteur de la viande d'exportation (qui favorise l'expansion des pâturages, même dans l'Amazonie), la construction de complexes hydroélectriques, l'industrie minière, et le secteur pétrolier qui s'est beaucoup développé au Brésil en pleine période de crise climatique et écologique, provoquant un accaparement sans précédent de « terres » dans la mer et une pollution qui porte atteinte aux activités de milliers de pêcheurs artisanaux.

Des dizaines d'organisations non gouvernementales présentes à Durban ont manifesté leur préoccupation quant à la transparence de l'initiative, car la BNDES est en ce moment une des banques les moins transparentes, et elle manque d'une politique sociale qui empêche le financement de projets susceptibles d'accroître l'accaparement de terres et les injustices environnementales et sociales.

Dans une lettre où elle explique sa position, l'organisation Oilwatch signale que, loin d'être une initiative d'opposition à un monde dominé par les pays riches, l'idée du BRICS provient d'un des principaux représentants du capital financier, la société Goldman Sachs, qui a son siège dans le centre financier de New York. Ceci porte à croire que cette initiative n'a peut-être pas été conçue pour bénéficier aux grandes majorités populaires et pour les faire participer réellement, mais pour bénéficier à une poignée d'entreprises, à leurs pays et au Nord.

Oilwatch dénonce que les grandes entreprises des pays du BRICS ne sont pas différentes des multinationales des pays du Nord : elles appliquent la même logique et les mêmes méthodes, et elles visent à accroître leur portée dans leurs pays et à l'extérieur. Les pays sont considérés comme des marchés et leurs populations comme de la main-d'œuvre, que l'on cherche là où elle est meilleur marché. Les pays ne sont pas considérés comme des territoires habités par des peuples qui possèdent leur identité et leur culture. Or, ce sont ces peuples qui subissent et subiront les conséquences, autant d'une « coopération plus forte » entre les pays du BRICS que des actions d'une nouvelle banque de développement, tandis que les grandes entreprises de ces mêmes pays s'emparent de territoires de plus en plus nombreux pour obtenir davantage de profits.

Oilwatch affirme : « En accaparant des terres, les BRICS et d'autres groupements semblables visent à fortifier autant les programmes néolibéraux qui ont échoué, qu'une civilisation obsolète basée sur de l'énergie sale, provenant surtout des combustibles fossiles. On dirait que les pays du BRICS ne se rendent pas compte qu'en avançant sur les roues des marchés, poussés par des investissements sales et par l'appropriation de ressources, ils s'engagent sur une voie sans issue ».

En ce qui concerne la proposition de créer une banque de développement des BRICS, Oilwatch affirme : « Une banque des BRICS ne ferait qu'aggraver le chaos social, économique et environnemental que le financement multilatéral a causé en partie. Les institutions pour le financement du développement qui existent déjà dans les pays du BRICS – comme la Banque de

développement du Sud de l'Afrique et la Banque de développement du Brésil (BNDES) – en sont des exemples clairs [...]. Oilwatch International dénonce l'invention dénommée BRICS et tout groupement destiné à favoriser les programmes qui divisent et exploitent le monde. Nous pensons qu'il est temps que les peuples des pays qui font partie du BRICS, du G8 et du G20 exigent à leurs élus d'interdire ces groupements qui détruisent les espaces multilatéraux formels et plongent le monde dans davantage de violence et dans des crises plus graves, comme le montrent les crises structurelles climatique, financière, économique et alimentaire ».

Article basé sur :

http://www.bbc.co.uk/portuguese/noticias/2013/03/130327_brics_paralelo_social_mm_rc.shtml, et sur la déclaration d'Oilwatch du 26/03/2013 : "BRICS to sustain the oil-based system", <http://www.oilwatch.org/en/home/132-several/documents-en/568-brics-to-sustain-the-oil-based-system>.

[index](#)

LA BANQUE MONDIALE

- La Banque mondiale et l'accaparement de terres

Dans un contexte mondial de privatisation croissante et de concentration de la richesse, qui se manifeste aussi dans l'accaparement de terres, de nombreux acteurs financiers cherchent à disposer de moyens qui rendent possibles leurs démarches spéculatives. Une énorme circulation d'argent est nécessaire, et les institutions financières internationales et les banques multilatérales s'en sont occupées.

La Banque mondiale a joué un rôle fondamental dans la promotion des politiques qui ont abouti à la situation actuelle, où la déforestation s'aggrave, le changement climatique se poursuit et les inégalités sociales augmentent.

En ce qui concerne les forêts, la Banque a favorisé d'un part le système des concessions commerciales et d'autre part la sylviculture, sous la forme de plantations industrielles d'arbres. Ces deux politiques pour la transformation du bois en un produit marchand ont nui aussi bien aux forêts qu'aux peuples qui en dépendent. De même, des politiques d'un type différent, comme la privatisation de la génération d'électricité, sont devenues des facteurs de déforestation, en Zambie par exemple, comme nous l'avons dénoncé en 2001 [voir le Bulletin n° 50 du WRM] : la hausse du prix de l'électricité que la privatisation a impliquée a fait augmenter la consommation de charbon de bois, transformant celui-ci en un produit de marché et accélérant l'avancée sur les forêts.

Bien que la Banque mondiale ait accordé des sommes d'argent considérables à des activités associées à l'acquisition de terres, dans sa récente conférence annuelle sur la terre et la propriété célébrée en avril son président, Jim Yong Kim, a dit que le Groupe Banque mondiale partage les inquiétudes concernant les risques associés aux acquisitions de terre à grande échelle. [1]

Or, cette inquiétude de la Banque mondiale ne coïncide pas avec l'orientation de ses actions.

La Banque réitère volontiers son engagement avec la promotion de politiques « qui reconnaissent toutes les formes de possession de la terre » mais, comme dit Oxfam [2], ses programmes ont

abouti à la perte des terres et des moyens d'existence de beaucoup de communautés vulnérables, comme au Cambodge et au Guatemala, et à des conflits au Cambodge, aux Philippines et au Panama ; dans certains cas ils ont favorisé la propriété foncière privée et individuelle, au détriment des demandes de reconnaissance des territoires collectifs.

Pour mieux rappeler le rôle de la Banque mondiale dans le processus actuel d'accaparement de terres, il convient de mentionner l'information fournie par GRAIN [3], qui révèle que la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), deux organismes de la Banque mondiale qui s'occupent de promouvoir les investissements commerciaux, assurent contre les risques politiques les projets d'accaparement de terres.

GRAIN rapporte que, d'après les données de la Banque, la MIGA a appuyé avec 50 millions de dollars les investissements de 300 millions de dollars de Chayton Capital, une société privée du Royaume-Uni qui investit dans des terres arables du Sud de l'Afrique. De même, elle a joué un rôle crucial dans la protection des investissements dans des terres cultivables du fonds de couverture britannique SilverStreet Capital. S'il y a des problèmes, « vous aurez la Banque mondiale dans votre camp », a dit un des chefs du fonds en question.

Comme nous l'avons dit, la Banque mondiale s'inquiète, mais ses nouvelles initiatives reflètent-elles son inquiétude ? Le projet Bretton Woods énumère les nouvelles initiatives de la Banque, qui reflètent ses priorités actuelles : fin septembre, la Banque a annoncé qu'elle accorderait 1,2 millions de dollars à 10 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui « sont en train d'adopter ou qui considèrent la possibilité d'adopter la biotechnologie agricole » [4]. Les fonds seraient affectés à l'harmonisation des réglementations en matière de biosécurité de ces pays, dans le modèle agricole industriel basé sur l'utilisation de produits chimiques et biotechnologiques et sur la production à grande échelle, qui aboutit à une agriculture sans agriculteurs. Cela implique une plus grande appropriation de la part des grands capitaux. Cela implique une plus forte concentration et un accaparement accru.

Suivant la même orientation, la Banque mondiale a le projet DBA (Doing Business in Agriculture) pour « faire des affaires dans le secteur agricole ». Ce projet bénéficie de l'appui du G8 et vise à stimuler l'introduction de réformes juridiques qui facilitent le développement de l'agro-industrie.

Dans son rapport d'octobre 2012, Africa can help feed Africa, la Banque mondiale conseille aux pays africains d'éliminer les obstacles commerciaux, en arguant que cela permettra de créer un marché compétitif d'aliments qui aidera les secteurs pauvres. Faut-il croire que la libéralisation des marchés bénéficie aux déshérités ?

L'organisation Gender Action, dans son rapport "Gender, IFIs and Food Insecurity. Case Study: Zambia" [5] dénonce que, dans la deuxième moitié de la décennie 1980, la Banque mondiale et les Institutions financières internationales (IFI) ont poussé le gouvernement de Zambie à adopter des politiques néolibérales d'ajustement structurel qui incluaient la libéralisation du commerce, la privatisation d'entreprises publiques et l'élimination des subsides et du contrôle des prix, sous prétexte que ces mesures contribueraient à atténuer la pauvreté. Pourtant, la croissance économique du pays s'est arrêtée, et ces politiques ont provoqué la détérioration des services publics ; de même, elles ont porté atteinte aux petits agriculteurs, qui n'étaient pas préparés pour profiter des opportunités supposées qu'offrait le marché émergent dont s'accompagne la libéralisation. Les politiques néolibérales ont été particulièrement dévastatrices pour les femmes rurales, dont les revenus ont diminué, tandis qu'augmentaient le taux de chômage et les prix des aliments, ce qui a contribué à accroître l'insécurité alimentaire en Zambie. En outre, la

consolidation de la propriété individuelle de la terre qui a découlé du processus de « modernisation » et de commercialisation a marginalisé les femmes, qui n'avaient pas de droits de propriété sur la terre alors qu'elles se chargeaient de la plupart du travail agricole du pays. Le gouvernement a finalement abandonné ces politiques, mais le mal était fait.

En octobre 2012, Oxfam International a exigé à la Banque mondiale de suspendre tous les prêts du groupe à des projets qui impliquent ou qui facilitent l'acquisition de terres à grande échelle pour des affaires agricoles, et de réviser ses politiques et ses procédures afin de garantir les droits des communautés concernées, des petits producteurs d'aliments, des femmes et d'autres groupes marginalisés, à la terre et aux biens naturels dont ils dépendent [6]. D'après Oxfam, depuis 2008 vingt-et-une communautés ont présenté des plaintes formelles à la Banque pour violation de leurs droits à la terre, malgré l'énorme difficulté que présentent pour une communauté les initiatives de ce genre, qui coûtent de l'argent, exigent de disposer de personnel technique et informé, et prennent beaucoup de temps.

La Banque mondiale a joué un rôle décisif dans le processus de transformer l'agriculture en une industrie et d'incorporer au marché de plus en plus de biens naturels. Tout semble indiquer qu'elle reste fidèle à ce rôle, en facilitant un accaparement de terres qui permet aux capitalistes de faire de grandes affaires mais qui aggrave la pauvreté des communautés rurales.

[1] "World Bank Group: Access to Land is Critical for the Poor", communiqué de presse de la BM, 08-04-2013, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/04/08/world-bank-group-access-to-land-is-critical-for-the-poor>.

[2] "The World Bank and land grabs", Hannah Stoddart, Oxfam GB, 15 avril 2013, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2013/04/the-world-bank-and-land-grabs>.

[3] "El informe del Banco Mundial sobre acaparamiento de tierras: más allá del humo y los espejos", GRAIN, septembre 2010, <http://www.grain.org/article/entries/4022-el-informe-del-banco-mundial-sobre-acaparamiento-de-tierras-mas-alla-del-humo-y-los-espejos>.

[4] "Call for freeze on World Bank 'land grabs'", Bretton Woods Project, www.brettonwoodsproject.org/art-571586.

[5] "Gender, IFIs and Food Insecurity Case Study: Zambia", Gender Action, <http://www.genderaction.org/program/food/case/zambia.html>.

[6] 'Our Land, Our Lives' Timeout on the global land rush, Oxfam International, <http://www.oxfamnovib.nl/redactie/Downloads/Rapporten/bn-land-lives-freeze-041012-en%20%5Bembargoed%5D.pdf>.

[index](#)

LES ARBRES GM

- Les plantations d'eucalyptus génétiquement modifiés menacent les communautés et les forêts du monde entier

Le Département de l'agriculture des États-Unis, qui supervise l'approbation et la commercialisation des OGM, vient d'entreprendre le processus de légalisation du tout premier arbre forestier génétiquement modifié dans le pays : un eucalyptus hybride qui supporte le gel. Or, celui-ci aura des effets non seulement sur les forêts et les communautés des États-Unis mais sur celles du monde entier.

Il y a eu un va-et-vient constant entre l'USDA et le tristement célèbre Monsanto, géant des OGM : beaucoup d'employés de l'USDA travaillaient autrefois pour lui. Ainsi, l'USDA n'a jamais refusé une plante GM pour laquelle cette industrie ait demandé l'approbation de commercialisation.

En janvier 2011, l'entreprise biotechnologique ArborGen a demandé à l'USDA l'autorisation de vendre des milliards de clones d'eucalyptus, génétiquement modifiés pour tolérer le gel, pour faire de vastes plantations en Caroline du Sud, en Géorgie, en Floride, en Alabama, au Mississippi, en Louisiane et au Texas.

ArborGen a, elle aussi, de nombreux employés qui viennent de chez Monsanto. Son ancienne directrice générale, Barbara Wells, avait été auparavant, pendant 18 ans, chef de la Division Soja GM RoundUp Ready de Monsanto au Brésil.

Dernièrement, l'USDA a commencé à accepter des commentaires du public sur une Déclaration d'impact environnemental (EIS) concernant la demande d'autorisation présentée par ArborGen pour la commercialisation d'eucalyptus GM. C'est la première fois que l'USDA prépare une EIS complète sur une plante GM sans y avoir été forcé au moyen d'un procès. Cela montre que l'USDA sait que les eucalyptus GM auront des effets considérables et dangereux sur l'environnement.

Cependant, cette évaluation d'impact environnemental est aussi le premier pas du processus d'approbation des eucalyptus GM.

Des pétards vivants

Il a déjà été constaté que les eucalyptus sont une espèce envahissante en Californie et en Floride. ArborGen les a modifiés pour qu'ils tolèrent le gel et puissent survivre à des températures de jusqu'à 16°F, ce qui élargit considérablement la superficie qu'ils peuvent envahir. Du fait de leur caractère envahissant, The Charlotte Observer les a appelés « les kudzus des années 2010 ». Le kudzu est une plante grimpante qui fut introduite aux États-Unis en 1876 et qui, à présent, occupe plus de trois millions d'hectares dans les mêmes États où l'on prévoit de faire des plantations d'arbres GM. Elle couvre complètement le paysage, étouffant la végétation existante et recouvrant toute construction qu'elle trouve sur son chemin.

Or, il existe une différence importante entre les eucalyptus envahissants et les plantes envahissantes de kudzu : les eucalyptus sont très inflammables. Ils ont été dénommés « pétards vivants » à cause de leur inflammabilité explosive en période sèche.

En 2009, un incendie d'eucalyptus catastrophique a éclaté en Australie ; il a avancé à plus de 100 kilomètres à l'heure et tué 200 personnes.

Les plantations d'eucalyptus font diminuer la nappe phréatique et peuvent même aggraver la sécheresse. Le Service forestier des États-Unis signale que les eucalyptus GM consommeront le double d'eau que les forêts indigènes.

Des déserts verts

Les eucalyptus GM non indigènes ne servent pas d'habitat à la faune. Des espèces menacées ou en péril d'extinction pourraient disparaître si l'on faisait des plantations d'eucalyptus GM sur des millions d'acres.

Au Brésil, les plantations d'eucalyptus sont appelées « déserts verts » parce qu'elles détruisent la biodiversité.

Les eucalyptus GM ne sont pas encore légalisés. Nous pouvons arrêter cette catastrophe écologique irréversible avant qu'elle ne se produise, mais nous devons agir tout de suite.

Ces arbres « Frankenstein » ne sont pas une menace pour les États-Unis seulement. Si les eucalyptus GM y sont perfectionnés, ils pourraient être exportés dans le monde entier. Comme ils tolèrent le gel, ils pourraient croître à des endroits où les eucalyptus conventionnels ne le font pas. Ainsi, le désastre des plantations d'eucalyptus pourrait se propager plus au nord, plus au sud et à des altitudes supérieures, vers des écosystèmes et des communautés non touchées encore par cette catastrophe.

Pourquoi des eucalyptus GM ? Aux États-Unis, la raison principale est la production de biomasse à brûler pour produire de l'électricité. Une partie sera transformée en biocarburant liquide. La société mère d'ArborGen, Rubicon, prévoit de vendre un demi-milliard de semis d'eucalyptus GM par an pour la réalisation de plantations destinée à la bioénergie dans tout le sud des États-Unis.

Au Royaume-Uni, on est en train de transformer les centrales électriques au charbon pour qu'elles fonctionnent au bois. La plupart du bois qu'on y brûlera sera importé des États-Unis et d'ailleurs. Les forêts et les communautés sont menacées par des projets de transformation du bois en électricité, sous prétexte qu'il s'agit d'une « énergie renouvelable ».

Or, la montée en flèche de la demande de la soi-disant « bioénergie » provoque déjà partout un accaparement massif de terres, et les communautés en sont expulsées pour faire de la place aux plantations de palmier à huile, de jatropha, de soja ou d'autres végétaux en régime de monoculture. Avec l'arrivée des plantations d'eucalyptus GM pour la production d'énergie à base de bois, cet accaparement ne pourra que s'intensifier, menaçant quelques-unes des dernières forêts qui restent et les communautés qui en dépendent. Il faut l'éviter.

Nous allons affronter l'industrie des arbres GM à la Conférence sur la biotechnologie des arbres 2013 qui aura lieu fin mai à Asheville, NC. Il s'agit d'une rencontre mondiale biannuelle de chercheurs, de représentants de l'industrie et d'étudiants, qui se réunissent pour avancer en biotechnologie des arbres. Nous sommes en train d'organiser une série de manifestations, de séminaires, de conférences de presse et d'autres activités pour sensibiliser le public aux dangers des arbres GM, et pour rappeler aux scientifiques que leurs dangereuses recherches suscitent une opposition publique généralisée.

Pour davantage d'information sur cette campagne et pour signer en tant qu'organisation notre demande d'interdire la libération des arbres GM dans l'environnement, veuillez visiter : <http://nogetrees.org>.

Anne Petermann, Global Justice Ecology Project, globalecology@gmavt.net, <http://globaljusticeecology.org>

Voir aussi les observations faites par WRM aux autorités des États-Unis : <http://www.wrm.org.uy/subjects/GMTrees/>
[Comment by the WRM on the Petition ArborGen.html](http://www.wrm.org.uy/subjects/GMTrees/Comment%20by%20the%20WRM%20on%20the%20Petition%20ArborGen.html)

LES GENS SE METTENT À L'ŒUVRE

– Lancement d'un réseau contre REDD en Afrique lors du Forum social mondial

Indignés par l'accaparement de terres et le néocolonialisme galopant dont s'accompagne le système REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), les Africains présents au Forum social mondial qui s'est tenu en Tunisie ont pris la décision historique de lancer le Réseau contre REDD en Afrique et de se joindre au mouvement mondial contre REDD.

« REDD n'est plus seulement une fausse solution, c'est une nouvelle forme de colonialisme », a dénoncé Nnimmo Bassey, lauréat du Prix Nobel Alternatif et ancien directeur exécutif d'ERA / Amis de la Terre Nigeria. « En Afrique, REDD+ se présente comme une nouvelle forme de colonialisme, d'assujettissement économique, et comme facteur déterminant d'un accaparement de terres d'une portée telle qu'elle risque d'être continentale. Nous lançons le Réseau contre REDD en Afrique pour défendre le continent contre le colonialisme du carbone. »

Dans le document-cadre de l'UN-REDD, les Nations unies elles-mêmes admettent que REDD pourrait aboutir à « la mise sous clé des forêts », « la perte de terres » et « de nouveaux risques pour les pauvres ».

À l'origine, REDD concernait seulement les forêts, mais sa portée a été élargie pour y inclure les sols et l'agriculture. Dans un séminaire organisé pendant le Forum social mondial de Tunis, des membres de La Vía Campesina, le plus grand mouvement paysan du monde, ont manifesté leur inquiétude que les projets REDD en Afrique mettent en péril la sécurité alimentaire et puissent même causer la faim.

[index](#)

– Amazonie : offensive militaire dans le territoire du peuple Munduruku pour la construction d'un complexe hydroélectrique

Le réseau brésilien Forum de l'Amazonie orientale (FAOR) a publié en avril un communiqué pour soutenir le peuple Munduruku qui vient de subir l'invasion de ses terres situées à Medio Tapajós, Itaituba.

Dans ce territoire indigène on prévoit de construire le Complexe Hydroélectrique Tapajós, contre lequel se sont prononcés à maintes reprises les caciques Munduruku. À la fin du mois de mars et pour s'assurer de la réalisation des études qui permettront la construction de 30 centrales hydroélectriques dans le bassin du fleuve Tapajós, le gouvernement fédéral a envoyé des effectifs militaires et policiers armés, en une opération qui a été appelée « Opération Tapajós ».

Le FAOR dénonce l'attitude négligente du gouvernement, du Congrès national et du Pouvoir judiciaire du Brésil à l'égard des accords internationaux que le pays a signés, comme la Convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples indigènes ; il exige le retrait immédiat des troupes fédérales et la suspension des études destinées à faciliter la construction du complexe en question.

Munduruku et Tapajós : qui défend l'un lutte pour l'autre !, <http://faor.org.br/?noticiald=1003>

– La transformation des centrales à charbon pour qu’elles brûlent de la biomasse ne fait que remplacer un désastre par un autre

Les grandes centrales électriques qui fonctionnent au charbon au Royaume-Uni et ailleurs essaient de contourner les nouvelles réglementations de l’UE concernant l’anhydride sulfureux qui, dans le cas contraire, les obligerait à fermer. DRAX, la plus grande centrale électrique au charbon du Royaume-Uni, essaie de modifier la moitié de son installation pour qu’elle fonctionne aux particules de bois à la place du charbon, de manière à recevoir des subsides pour ce qui est classé et généreusement subventionné comme « énergie renouvelable ».

Les projets de DRAX demanderaient de brûler des pellets faits avec près de 16 millions de tonnes de bois vert par an, et d’autres centrales britanniques (Tilbury B, Ironbridge, Drax, Eggborough, Alcan Lynemouth) sont en train de suivre la même voie ; au total, elles brûleraient des particules fabriquées avec près de 50 millions de tonnes de bois vert par an. Presque tout ce bois devra être importé, puisque la production nationale de bois, pour tous les usages, n’atteint qu’environ 10 millions de tonnes par an. Ces usines cherchent à s’approvisionner en bois partout dans le monde, mettant ainsi encore plus en danger l’avenir des forêts.

Organisée par Biofuelwatch avec le soutien de 16 autres organisations, une manifestation devant le Grocers’ Hall de Londres où se tenait l’assemblée générale annuelle de Drax PLC le 24 avril dernier a mis en lumière les répercussions qu’aura le projet de faire fonctionner à la biomasse la moitié de ses installations de génération d’énergie : augmentation de la déforestation, de l’accaparement de terres et des émissions de carbone (<http://www.biofuelwatch.org.uk/2013/drax-agm-targeted-over-biomass-conversion-plans/>).

D’autre part, 48 organisations et réseaux non britanniques du monde entier ont signé la lettre ouverte *Converting coal plants to burn biomass only replaces one disaster with another* (<http://www.biofuelwatch.org.uk/wp-content/uploads/DRAX-AGM-signon.pdf>) où elles disent que « DRAX et les autres centrales britanniques doivent abandonner leurs plans de conversion et le gouvernement doit faire marche arrière pour éviter des effets catastrophiques sur les forêts, le climat et les gens ».

– Les plantations de palmier et de canne à sucre « accaparent » un fleuve au Guatemala

Le fleuve Bolas, à Champerico, Guatemala, avait complètement disparu, détourné et endigué au profit des plantations de palmier à huile et de canne à sucre.

Le manque d’eau du fleuve, qui se jette dans les zones humides et les mangroves de Champerico, porte atteinte aux écosystèmes et aux communautés de la zone. Ces dernières ont réagi en manifestant leur opposition à cet « accaparement » du fleuve et en créant une commission pour constater les problèmes.

Le 9 avril, les villageois de Champerico et les autorités locales ont trouvé l’endroit où le fleuve Bolas avait été détourné : dans la propriété La Virgen, où il y a des plantations de palmier africain et de canne à sucre, un barrage avait été construit. Ensemble, ils ont entrepris de libérer le fleuve

et ils ont ouvert une partie du barrage.

Les communautés ont réussi à faire rentrer le fleuve dans son lit.

Information envoyée par Carlos Salvatierra, secrétaire de Redmanglar Internacional, adresse électronique salvatierraleal@gmail.com.

[index](#)

– La résistance à l'industrie minière se heurte à la répression et à la mort au Guatemala

Le 17 mars dernier, plusieurs membres du Conseil communal du gouvernement indigène de la communauté Montaña de Santa María Xalapán, située dans le sud-est du Guatemala, dans la municipalité de San Rafael Las Flores, ont été enlevés. Le lendemain, on a appris que M. Exactación Marcos Ucelo avait été tué. Un des survivants a déclaré : « on l'accusait de s'opposer à l'industrie minière et on a dit qu'on le tuerait ».

Ce fait a aggravé encore davantage la situation déjà difficile de la communauté qui, depuis cinq ans, mène un dur combat pour défendre son territoire contre l'extraction minière. Cette lutte a été lancée par les féministes communautaires pour mettre en lumière la situation dans le département de Jalapa et dans le cadre de la lutte historique pour la récupération du territoire (voir Youtube : "Martes Negro en San Rafael", <http://www.youtube.com/watch?v=je9XLpbvbDY>).

Le Réseau latino-américain des femmes qui défendent les droits sociaux et environnementaux (<http://www.redlatinoamericanademujeres.org/>) se solidarise avec les membres de la Nation Xinka Féministes Communautaires AMISMAXAJ (Association de femmes indigènes de Santa María Xalapán, Jalapa, Guatemala) et invite toutes les organisations nationales et internationales à joindre cette lutte.

[index](#)

RECOMMANDATIONS

- **“‘Quick-fix’ development gives away more than it gets back”**. Samuel Nguiffo, du Centre pour l'environnement et le développement (CED) de Yaoundé, Cameroun, donne un aperçu de l'accaparement de terres en Afrique du point de vue de la population locale. <http://www.palmwatchafrica.org/land-giveaways-quick-fix-development/>

[index](#)

- **“Special Focus: REDD+”** est un blog consacré à la critique des articles académiques sur REDD réunis par Tracey Osbourne, professeur d'Écologie politique à l'Université de l'Arizona. ppel.arizona.edu

[index](#)

- **“EJOLT Environmental Justice Project updates”**, actualités d'avril 2013. <http://us2.campaign-archive2.com/?u=19d3da1852472c315fcece5dd&id=1853241149&e=e8c7b5f4d4>.

- **“La concentration foncière, l'accaparement de terres et les luttes des peuples en Europe”**.

Ce nouveau rapport de la Coordination européenne de la Via Campesina et du réseau Hands off the Land montre que l'accaparement de terres et l'accès à la terre sont aujourd'hui un problème critique en Europe, et révèle aussi que le plan de subsides de la Politique agricole commune (PAC) et d'autres politiques y sont impliqués de diverses façons.

http://www.eurovia.org/IMG/pdf/Land_in_Europe.pdf : rapport complet en anglais ;

http://www.eurovia.org/IMG/pdf/FINAL_FINAL_HOTL-ECVC-Executive-Summary-FINAL-1704_FR-2.pdf : résumé en français.